50 postes de “médiateurs culturels” pour lutter contre la traite des humains en France

14/05/2014 à 19h51

La traite humaine ou encore le travail forcé concerne aussi les pays industrialisés. Quelque 270.000 personnes en seraient victimes, selon l’Organisation internationale du travail (OIT). Afin de lutter contre toute forme d’exploitation des êtres humains, le gouvernement présente mercredi un plan d’action national.

Ce plan avait été évoqué samedi par le président François Hollande lors de la journée de commémoration de l’abolition de l’esclavage.

> *Selon l’OIT, la France est principalement un pays de destination des victimes de la traite, mais est aussi devenue un important pays de transit.*

“Le plan d’action contre la traite des êtres humains”, qui doit être présenté en conseil des ministres par la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, a été préparé avec la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (Miprof), créée en novembre 2012.
Il “pose pour la première fois les fondements d’une politique publique de lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes: **proxénétisme, réduction en esclavage, servitude domestique, soumission à du travail ou des services forcés, trafics d’organes, mendicité forcée...**”, souligne le ministère.

Le plan décline 23 mesures visant à identifier les victimes pour mieux les protéger, poursuivre et démanteler les réseaux de la traite et faire de cette lutte une politique publique à part entière.
Il prévoit par exemple **la création de 50 postes de “médiateurs culturels” pour faciliter les actions de prévention à l’égard des groupes à risque**, ou le développement de la formation des professionnels pour identifier et accompagner les victimes….
BFMTV